

Lettre du rédacteur en chef **Letter from the Editor**

Christian Rouillard

Volume 3, numéro 1, 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039122ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039122ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa

ISSN

1912-0362 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Rouillard, C. (2006). Lettre du rédacteur en chef. *Revue Gouvernance / Governance Review*, 3(1). <https://doi.org/10.7202/1039122ar>

Lettre du rédacteur en chef

Vol.3, No. 1, mai 2006, Page 62

Christian Rouillard

Ce numéro de *Revue gouvernance* est composé de cinq textes qui, ensemble, couvrent quatre grandes thématiques pour l'étude de la gouvernance démocratique, à savoir : l'impact de la Commission Gomery, et de ses deux rapports, sur notre compréhension des institutions politiques et administratives fédérales au Canada; la pertinence des partenariats public-privé (PPP) pour la modernisation de l'État au Québec et au Canada; la redéfinition de la citoyenneté britannique à la lumière des dix nouvelles mesures du Premier ministre Blair pour lutter contre le terrorisme, incluant la mise en œuvre d'un « test de citoyenneté »; et, finalement, une analyse critique du concept de gouvernance lui-même, qui met à jour les présupposés scientifiques, politiques et épistémologiques implicites à son utilisation courante. En d'autres mots, ce premier numéro de 2006 se penche sur des sujets à la fois ancrés dans l'actualité (Commission Gomery et PPP), ainsi que d'autres qui touchent l'essence théorique de la gouvernance démocratique elle-même.

Dans le premier texte, S.L. Sutherland (Université d'Ottawa) propose une critique sophistiquée et extensive des travaux de la Commission Gomery, qui se termine par une conclusion distinctive sur les effets de réformes managérielles, que celles-ci visent à accroître l'autonomie des gestionnaires ou encore celles des parlementaires. Le texte de Sutherland est, à plusieurs niveaux, une réponse à l'appel lancé par celui de Giroux en faveur d'une analyse politique de l'administration publique. Les deuxième et troisième textes jettent un regard critique sur l'enjeu grandissant que représentent les partenariats public-privé pour la modernisation de l'État. Alors qu'Alain-G. Gagnon et Olivier de Champlain (Université du Québec à Montréal) offrent, par le biais du néo-institutionnalisme historique, une analyse comparée détaillée des expériences ontarienne et québécoise, Éric Montpetit (Université de Montréal) développe une analyse théorique pénétrante des PPP pour les technologies dans le domaine de la santé. Dans un texte fort original, Dalie Giroux (Université d'Ottawa) nous invite à reconsidérer les présupposés implicites à la compréhension courante de la notion de *gouvernance*, notamment ses biais scientifique et politique. Bouffée d'air frais dans une littérature par trop souvent victime d'une compréhension statique des sphères publiques et privées, son texte nous permet d'élargir l'horizon de nos réflexions sur la gouvernance et l'administration publique. Enfin, dans une note de recherche, Helen Irving (Harvard University) nous lance le défi de questionner la signification et le sens profonds d'un régime de citoyenneté qui assoie sa légitimité sur un « test de citoyenneté. » Selon ses initiateurs, un tel test permet à la bureaucratie britannique de distinguer entre ceux qui adhèrent vraiment à la société britannique et à ses valeurs de base, et ceux qui n'y adhèrent qu'en apparence, dans le but d'assouvir des objectifs illégitimes et illégaux. Traitant du délicat sujet du terrorisme en Grande-Bretagne, son texte n'hésite pas à poser des questions difficiles, plutôt que de jeter un regard complaisant sur une politique pour la simple raison que ses objectifs officiels de lutte contre le terrorisme sont universellement partagés.

Bonne lecture de *Revue gouvernance* !